

« Vers une Méditerranée de l'énergie et de l'environnement »

Animateur : Jean-Louis CAFFIER, LCI

Intervenants :

Gérard BEGNI, Expert senior environnement et développement durable à la Direction de la stratégie et des programmes du CNES

Franck DEBIE, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Mustapha FAÏD, Directeur Général de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME)

Philippe LOREC, Adjoint au Directeur général de la Direction de l'énergie et des matières premières

Nicolas SARKIS, Directeur de la revue « Le pétrole et le gaz arabes »

Les changements affectant aujourd'hui la Méditerranée résultent à la fois d'une évolution naturelle – d'un milieu soumis à des pressions physiques – et anthropique. Afin d'introduire le débat sur les problématiques liées à l'énergie et l'environnement dans la Méditerranée, Mustapha SAÏD présente quelques chiffres et constats pour éclairer les esprits :

- Sur le plan démographique, la population va croître, amenant 60 millions de personnes supplémentaires d'ici 2020.
- Sur le plan économique, les différences de niveau entre les pays du Nord et du Sud sont significatives, et vouées à s'accroître au fil du temps.
- Sur le plan commercial, la relation étroite entre les deux rives reste fondée sur un état de dépendance économique, et tend à régresser vers une situation structurellement déficitaire.
- Enfin, de nombreux effets du réchauffement climatique se font concrètement sentir, nous rappelant l'urgence d'agir.

La combinaison de tous ces facteurs doit être mise au premier plan dans la définition d'une coopération entre les deux rives, pour répondre aux enjeux qui vont être examinés.

Situation du Nord et Sud

Nord et Sud de la Méditerranée ne sont pas et ne seront pas affectés de la même manière par les changements climatiques.

L'aridité illustre particulièrement bien ce décalage. Franck DEBIE, à l'instar de nombreux observateurs, rappelle que la majeure partie des territoires de la rive Sud, à quelques exceptions près (extrême Nord du Maghreb, littoraux turcs et une petite partie du Proche-Orient), sont tous désormais soumis à un climat de type aride ou semi-aride. Jérusalem, Ankara, Tripoli, toutes les villes égyptiennes, les territoires palestiniens sont autant de zones où il tombe moins de 500 mm de pluie par an. Seule la Castille enregistre de tels chiffres en Europe. Pourtant, entend-on dans la salle, en termes d'aridité, « la frontière de la Méditerranée c'est Valence ! »

La sécheresse menace directement l'agriculture pluviale. Les experts les plus optimistes prévoient ainsi une réduction de moitié de la surface utilisable d'ici les quinze prochaines années. Les conséquences néfastes se font déjà sentir : difficultés économiques, politiques, migrations et surtout une accélération de l'exode rural, principalement les « greniers à blé » de la rive Sud. L'irrigation ne



pourra se substituer à l'alimentation en eau de pluie : elle ne peut être disponible partout, coûte trop cher, contribue à la dégradation de l'environnement et pose le problème des pressions urbaines.

En termes énergétiques, il ne faut pas réduire le face à face méditerranéen à une opposition Sud producteur/Nord consommateur. Tout d'abord, certains producteurs sont aussi de gros consommateurs et parfois deviennent importateurs. De plus, si les pays du Sud ont de réels besoins en énergie, liés notamment à leur développement économique et leur croissance démographique, les pays du Nord, s'ils ont des moyens supérieurs, n'en sont pas moins confrontés à la même problématique.

La situation énergétique des pays des deux rives est contrastée. Les bilans énergétiques de la rive Nord et de la rive Sud sont très opposés, avec un rapport de 3 pour 1, qui met en lumière le déséquilibre des flux énergétiques, avec 70% pour le pétrole et 90% pour le gaz des exportations des pays de la rive sud vers l'Europe, qui correspond à 15% de leurs besoins. Cet écart se traduit aussi dans la production d'électricité, avec une puissance installée en Europe trois fois supérieure, pour une densité de population moindre. Enfin, la demande va croître beaucoup plus fortement dans les pays de la rive Sud, qui sont en plein développement, alors même qu'ils ne disposent pas des mêmes moyens économiques. Ils disposent cependant d'un potentiel considérable en énergies renouvelables notamment éolienne et solaire, mais ne disposent pas des technologies nécessaires à leur exploitation. Ce décalage explique les difficultés rencontrées dans la définition de stratégies et politiques communes d'approvisionnement, de recherche et d'équipement.

Pourtant, il ne s'agit pas d'appliquer *in extenso* le catalogue des solutions retenues en Europe aux pays partenaires de la rive méditerranéenne mais de privilégier une cohérence globale. D'une politique de l'octroi – de l'aide – il est nécessaire de passer à une politique de partenariat et à terme de l'échange. Les pays du Sud doivent être des acteurs sur le plan international s'ils veulent attirer les industries et sortir de la dépendance.

Cependant, en dépit de ces contrastes, force est de constater que **les enjeux de l'énergie constituent des enjeux communs**. Le Nord s'inquiète pour la sécurité de ses approvisionnements, le Sud se soucie de sa dépendance croissante ; énergétique certes mais aussi et surtout alimentaire. Les destins des rives Nord et Sud sont liés, étroitement. Et ils sont liés au reste du monde. La Méditerranée n'est pas un système fonctionnant en vase clos et dans le domaine énergétique, elle dépend de pays tiers, comme le prouvent les projets d'importation de gaz nigériens en Europe.

La technologie au service de projets communs

Le développement de nouveaux moyens de production énergétique soulève un défi : gérer l'augmentation de la demande en énergie et les contraintes liées à la limitation d'émissions de CO². Les solutions envisageables sont fortement technologiques. Elles existent – certes plus au Nord qu'au Sud – et sont à la disposition des acteurs privés et publics. L'Union pour la Méditerranée est un partenariat entre les deux rives qui doit se concentrer sur la réalisation de projets à grande échelle et à long terme – pas seulement des programmes ponctuels. L'objectif aujourd'hui est donc de trouver les mécanismes et les outils institutionnels, financiers et techniques nécessaires.

La technologie, notamment spatiale, est un instrument privilégié de la protection environnementale. Les images spatiales – notamment relayées par le Centre d'études spatiales – permettent notamment d'identifier catastrophes naturelles ou pollution et présentent un double avantage :

- elles peuvent être utilisées à l'instant même où elles sont prises



- extrêmement diversifiées, ces images bénéficient d'une profondeur temporelle significative (depuis *Lansat* en 1972, les programmes n'ont cessé d'évoluer et de se multiplier)

Cependant, le souligne Gérard BEGNI (CNES), il ne s'agit que d'observer et non pas d'expliquer les mécanismes enregistrés : changements radicaux sur agriculture, utilisation des ressources en eau etc. Le système pour être efficace doit comporter trois éléments clés :

- informations exhaustives fournies par les satellites d'observation : ces informations sont disponibles aujourd'hui, il s'agit désormais d'organiser leur accès et leur distribution
- observation *in situ*
- modélisations en plusieurs volets :
 - modélisation physique du climat
 - décisions sociaux économiques aux niveaux individuels, régionaux, nationaux et collectif Nord/Sud.

L'homme maîtrise la technologie nécessaire à la sauvegarde de la planète. **Le défi majeur qui se pose aujourd'hui est politique** : il s'agit de prendre conscience que toute décision – quelque en soit le niveau – a des conséquences directes sur l'environnement mais aussi sur l'environnement social, économique et même sur la sécurité des personnes. Gérard BEGNI en appelle à plus d'interdisciplinarité entre sciences physiques, humaines et politiques et à l'instauration d'une « boucle entre les gens qui savent et ceux qui décident ».

Quelle(s) énergie(s) pour l'avenir ?

Les idées, les forums, les débats, les techniques ne manquent pas, comme le prouvent la Convention de Barcelone (1976), la Conférence de Barcelone, la Stratégie de 2006 ou encore le Plan Bleu. Avec une volonté politique suffisante et des actions concertées, les efforts pourront se concrétiser. Le problème des déchets solides – 80% des déchets du Sud sont abandonnés sans traitement ni surveillance – est un défi méditerranéen : il existe un manque criant d'infrastructures adaptées et de contrôles relatifs à la pollution des sols.

En 2000, la demande en énergie primaire était de 1000 millions TEP (tonnes équivalents pétrole) répartie comme suit : pétrole (44%), gaz (24%), nucléaire (13%) et charbon (12%). Les prédictions les plus réalistes estiment la consommation pour 2020 à 1360 TEP réparti comme suit : pétrole (41%), gaz (31%), charbon (12%), énergies renouvelables (4%). Comment concilier toutes ces énergies ?

On ne peut pas se passer des énergies fossiles mais il faut penser au fait qu'elles disparaîtront. Et ce défi intéresse autant les pays du Sud que ceux du Nord de la rive méditerranéenne. Certes les premiers ont des besoins sensiblement supérieurs, mais le Nord aura des problèmes si le Sud ne règle pas ses difficultés.

La fin du pétrole ? Pour Nicolas SARKIS cela n'a pas de sens ! La question est plutôt de savoir jusqu'à quand le pétrole sera l'énergie dominante. On s'installe actuellement dans une situation énergétique marqué par des besoins qui augmentent de plus en plus vite, une offre qui s'essouffle, des prix qui augmentent, des tensions plus importantes et une concurrence acerbe entre pays industrialisés. Depuis peu d'années, la thèse selon laquelle le « pic » de la production pétrolière – date à partir de la quelle on ne pourra plus augmenter la production pétrolière – se rapproche prend de l'ampleur. D'aucuns évoquent les années 2010-2018 et parlent d'une production évaluée à 100 millions de barils par jour – 86 à 87 millions aujourd'hui. Cette date aura un impact considérable – supérieur aux crises de 1973 et 1979 – et plus on s'en rapprochera, plus les tensions iront croissantes. Les



conséquences économiques, politiques et sociales seront sans proportion avec tout ce qu'on a connu et Nicolas SARKIS prédit un véritable *big bang* planétaire.

La réponse doit être méditerranéenne et s'appuyer sur les facteurs de complémentarité qui existent réellement. Le dialogue n'est plus une option politique, c'est un impératif qui s'impose naturellement face à la concurrence mondiale redoutable qui va se manifester en termes de demande en énergie.

Les Européens doivent relever le défi posé par la mutation des anciens systèmes de production d'énergie et mettre en place des systèmes de séquestration et de captage de CO². Si cette technologie semble coûteuse pour certains, elle n'a pas de prix au regard de la crise qui nous guette.

Chacun doit s'engager et pour Franck DEBIE, il n'y aura pas de transition acceptable sans une généralisation des systèmes d'autoproduction. Les ménages eux-mêmes doivent pouvoir produire de l'énergie et même vendre les excédents, à travers un système de grille énergétique – cf. l'expérimentation d'Hambourg. Cette solution accompagnerait le développement des énergies éolienne et photovoltaïque. La Méditerranée ne doit pas rester à l'écart de cette aventure.

Propositions concrètes des intervenants

- mettre en place les outils institutionnels nécessaires
- rassurer les partenaires afin de permettre des investissements massifs au Sud, notamment par le biais de cadres juridiques réglementaires stables
- développer la formation de techniciens et d'ingénieurs bac +2 et +5 afin de traverser la « vallée de la mort » c'est-à-dire le fossé qui sépare la science de l'industrie
- ouverture au marché européen de la production agricole du Sud pour redonner espoir à ces marchés.
- développer la coopération décentralisée et les « jumelages pour une révolution verte euro-méditerranéenne » et favoriser la pression citoyenne sur les institutions